

Vendredi dernier, j'ai présidé une réunion des représentants de l'industrie, des syndicats et des gouvernements qu'intéresse la question des mesures de compensation américaines. La réunion ayant eu lieu à Vancouver, Adam Zimmerman, président du Conseil canadien des industries forestières, a émis l'hypothèse que j'en avais décidé ainsi pour être le plus près possible de High River. Ce n'était qu'une demie-vérité car, en fait, ce choix est conforme à la stratégie innovatrice du gouvernement qui a décidé de traiter des affaires de l'État dans les diverses régions du pays et non plus seulement à Ottawa.

C'est pourquoi les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, dont la réunion du printemps a lieu tous les seize ans au Canada, viennent tout juste de se rencontrer à Halifax. La Conférence du Commonwealth aura lieu à Vancouver et le Sommet de la francophonie se tiendra à Québec. Les conférences formelles des Premiers ministres ont eu lieu à Regina puis à Halifax. L'année dernière, M. George Shultz et moi-même avons tenu notre réunion d'automne habituelle à Calgary, et non pas à Ottawa.

En agissant ainsi, nous évitons de réduire le pays à sa seule capitale. Nous avons d'ailleurs promis aux électeurs canadiens de lutter contre le sentiment de division qui règne au pays. On ne doit pas oublier que, lorsque le Premier ministre Mulroney a rencontré le Premier ministre Lévesque à Québec en novembre 1984, le drapeau canadien flottait sur l'Assemblée nationale du Québec pour la première fois depuis près de huit ans. De même, tandis que le Programme énergétique national était tout simplement considéré comme une mauvaise politique à Toronto, les gens de l'Ouest y voyaient une preuve de l'hostilité d'Ottawa à leur égard. Ces divisions étaient profondes. Pour les surmonter, nous avons dû démontrer de façon soutenue que nous formons un pays uni et solidaire. Dans cette optique, la tenue de manifestations nationales partout au pays et le soutien accordé par les onze Premiers ministres aux négociations commerciales canado-américaines témoignent, l'une symboliquement, l'autre beaucoup plus concrètement, de cette unité.

Toutes ces remarques ont pour but de souligner que notre gouvernement a été élu pour modifier l'orientation de notre politique nationale et non pas uniquement certains de ses aspects. C'est ce que nous faisons au chapitre des relations avec les provinces, de la réduction du déficit, de la privatisation, du groupe de travail Nielsen et, bien sûr, du commerce. Nous subissons évidemment des échecs, dont certains ont été assez retentissants. Mais nous réussissons peu à peu à changer les vieilles habitudes et les attitudes qui ne servent plus l'intérêt national.